BOUMERDÈS

Un énorme panneau publicitaire à la place des armoiries de la ville

Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Boumerdès aurait subi de fortes pressions pour accorder à une entreprise privée l'autorisation d'installer sept grands panneaux publicitaires dans le périmètre de l'agglomération de Boumerdès. L'implantation de l'un de ces panneaux est fortement contestée.

Le panneau est en voie de montage à l'entrée sud-ouest de Boumerdès, (entrée principale en face de Corso), à côté de ce que les officiels considèrent comme les armoiries du chef-lieu de la wilaya. Il altère donc, selon les opposants, la beauté, l'environnement et la vue générale sur l'entrée (les armoiries) de Boumerdès.

Pour rappel, la construction de ces armoiries et l'aménagement en espaces verts des alentours de cette entrée ont coûté à la ville trois milliards de centimes.

Dans ce dossier, le maire aurait violé la loi à plusieurs reprises. Cependant, en dépit des injonctions qu'il aurait reçues, il endosse les responsabilités de cette affaire.

Il est mentionné dans cette autorisation qu'une convention sera signée plus tard avec le propriétaire de ces supports publicitaires. N'est-ce pas une prérogative de l'Assemblée des élus d'étudier et d'approuver ou de rejeter l'objet d'un contrat ?

Ce panneau, objet de contestation, mesurera, une fois installé, 75 m^2,or il est mentionné dans l'autorisation délivrée par le maire qu'aucun panneau ne dépassera 12 m^2. On peut, en outre, considérer que le premier magistrat de la commune de Boumerdès, a violé le code communal, notamment les articles 94 et 114 relatifs à la protection de l'environnement.

Par ailleurs, dans son autorisation, le maire ne fait nullement mention du P-V de choix de terrain pour les sept sites. Ce qui constitue une infraction aux lois sur l'urbanisme et la construction. Plus grave, l'article 14 de la loi 07/06 relative à la gestion, la protection et au développement des espaces verts interdit de changer la nature d'un espace vert et l'article 19 de la même loi stipule «toute publicité dans les espaces verts est interdite». Nous avons contacté, par téléphone, le maire de Boumerdès, Djamel Baouali, au sujet de cette affaire. Il nous a promis de rappeler mais il ne l'a pas fait.

Abachi L.

À L'APPEL D'UN COLLECTIF DE JOURNALISTES DE LA WILAYA

Rassemblement de soutien au groupe *El Khabar* à Béjaïa

Un sit-in de soutien au groupe El Khabar a été observé, hier, dans la matinée vers 10 h au niveau de la place de la liberté de la presse Saïd-Mekbel de Béjaïa à l'initiative d'un collectif de journalistes de la wilaya de Béjaïa.

Plusieurs dizaines de personnes ont pris part au rassemblement pour exprimer leur entière solidarité au groupe *El Khabar,* racheté par une filiale du groupe Cevital appartenant à l'homme d'affaires algérien, Issad Rebrab.

Des partis politiques à l'image du RCD, du MDS, Jil El Djadid et les Forces de l'avenir, les syndicats Snapap et le Sete (UGTA) ainsi que de nombreux autres militants du mouvement associatif, sont venus exprimer leur soutien «indéfectible» au groupe *El Khabar*. «Je suis *El Khabar*», «Ne touchez pas à *El Khabar*».

«On est ici en tant que parti politique pour exprimer notre soutien au groupe *El Khabar.* A travers ce procès intenté contre *El Khabar*, c'est toute la presse qui est visée par le pouvoir pour museler à jamais la liberté d'expression. Il est clair que le pouvoir veut étouffer toute voix discordante à son discours. Ce que nous dénonçons et qui explique notre présence à ce rassemblement», a déclaré Mouloud Deboub, président du bureau régional RCD.

Le fédéral du MDS, Ikene H., abonde aussi dans le même sens. «On est venu apporter notre soutien au groupe d'*El Khabar*. L'opposition politique, les organisations syndicales autonomes et la société civile se doivent de se mobiliser pour défendre cet acquis car il y va de la liberté de la presse et de la démocratie», a indiqué le responsable du MDS.

De nombreux militants politiques, des journalistes et des animateurs du mouvement associatif ont, dans leur déclaration, dénoncé ce qu'ils ont qualifié «d'abus de pouvoir» tout en appelant à la mobilisation citoyenne pour soutenir le groupe *El Khabar* contre «l'acharnement du pouvoir» et défendre la liberté de la presse.

Les manifestants se sont dispersés dans le calme.

A. Kersani

JEUNESSE ET SPORTS

Les projets inscrits pour Tlemcen seront maintenus

Reportée à deux reprises, le ministre de la Jeunesse et des Sports a finalement effectué cette visite de travail dans la journée de mardi.

Plusieurs infrastructures ont été inaugurées dans les communes de Hennaya (piscine semi-olympique), à Ouled Mimoun (un complexe sportif de proximité) et d'autres réalisations dans les localités de Sidi Abdelly ainsi que le nouveau siège de la Direction de la jeunesse et des sports à Mansourah.

Parmi ces nouvelles infrastructures, il y aussi le camp de jeunes sur les hauteurs de Lalla Setti, et qui fera certainement plaisir à ces derniers notamment aux scouts et aux randonneurs qui viennent de tous les coins du pays.

Ces réalisations sont d'une importance capitale pour la wilaya. Il suffit d'aller du côté d'Imama pour voir l'engouement des jeunes et des moins jeunes pour les activités sportives, et ce, depuis que des terrains gazonnés ont été mis à la disposition du public. Tout le monde pratique du sport et c'est un bon signe pour la santé.

La réalisation de ces aires de jeux est une stratégie qui est bien meilleure que ces éternelles campagnes de sensibilisation des jeunes contre le fléau de la drogue. Même les femmes viennent s'adonner à des exercices d'éducation physique dans ce nouveau complexe sportif qui est toujours en réalisation.

Cependant, il est urgent de mettre une clôture pour protéger le gazon des deux terrains contre l'intrusion des animaux.

Lors de cette visite, le ministre de la Jeunesse et des Sports a évoqué le projet de réalisation du complexe olympique de Zenata. Ce projet est maintenu mais il reste bien entendu le problème de l'assiette du terrain.

Sur un autre registre, le ministre a dissipé les rumeurs qui faisaient état d'une menace qui pèserait sur les Jeux méditerranéens d'Oran eu égard à l'absence d'un parcours de golf répondant aux normes universelles, une solution sera trouvée d'ici là.

Il faut peut-être rappeler que tous les projets structurants inscrits dans la wilaya de Tlemcen sont maintenus et ce, en dépit de la nouvelle donne économique due à la chute brutale du prix de baril. La politique menée par le chef de l'exécutif avait pour but, dès le début, de ne rien laisser au hasard, d'une part, et d'insister d'autre part sur les délais de réalisation : pari presque gagné, dirions-nous.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS

Les vétérinaires exigent l'application de la loi de promotion au poste supérieur

C'est avec un sit-in de 2 heures devant le siège de la D.S.A (Direction des services agricoles) de Sidi-Bel-Abbès, dans la matinée hier, que les vétérinaires du secteur public à l'appel de leur syndicat national ont manifesté pour exiger l'application de la loi de la promotion au poste supérieur, déclarée officiellement par le Premier ministre il y a quelques temps.

Cette clause du statut a été approuvée par ce dernier et il l'a déclarée officiellement, disent les vétérinaires. Or, la Fonction publique ne l'a pas encore appliquée. Nous, les vétérinaires, menons des missions difficiles dans le cadre de notre travail en nous aventurant dans des zones très lointaines et de plus enclavées et isolées.

Nous utilisons nos véhicules avec ce que cela suppose de frais (essence, etc.) pour mener notre tâche. Il est juste qu'une promotion au poste supérieur soit appliquée dans les meilleurs délais afin d'améliorer nos conditions de travail.

A. M.

RELIZANE

En attendant les examens scolaires

A en croire la première responsable du secteur de l'éducation de la wilaya de Relizane, il n'y a aucune inquiétude à se faire au sujet de la préparation des examens de fin d'année, tous cycles confondus.

Mme Hirèche Hedayat s'est dite très satisfaite du déroulement de toutes les étapes entrant dans le cadre de la mise en place des conditions matérielles et humaines à l'approche du jour J, à l'exemple du transport et de la restauration des candidats.

S'agissant des cours de rattrapage des retards accusés dans ce programme scolaire, la directrice a indiqué que la situation générale se présente bien et qu'un rapport à ce sujet a été transmis à la tutelle. Et ce, grâce aux efforts fournis par les enseignants dont, au passage, elle a tenu à les féliciter.

Sur le plan des effectifs des candidats, ils seront 14 481 pour l'examen de 5e année, 11 020 pour le BEM et enfin 12 800 pour l'examen phare, c'est-à-dire le baccalauréat, dans la wilaya de Relizane.

Enfin, il y a lieu d'annoncer que 38 détenus de l'établissement de rééducation de Relizane passeront les examens du bac et 60 du BEM, au lieu même de leur détention.

A. Rahmane

NAÂMA

Fin de fonction du SG de la daïra de Aïn Séfra

Au moment où la daïra de Aïn-Séfra fonctionne sans responsable depuis sept mois, après le décès de feu Falhi Mohamed, décédé rappelons-le, le 9 novembre 2015, après une hospitalisation de plus d'un mois, voilà que le SG de cette même daïra vient d'être limogé par le ministère de tutelle.

On ignore tout de même les raisons de cette fin de fonction du SG qui faisait également fonction de chef de daïra, quoique l'intérim est assuré par le chef de la daïra de Moghrar, puis par celui de Sfissifa.

Les Séfraouis, qui attendent toujours l'annonce des nouvelles wilayas-déléguées pour les Hauts-Plateaux en 2016, sont de plus en plus désespérés, alors que depuis l'indépendance, la doyenne des sous-préfectures, la capitale des monts des ksour, le territoire militaire, attend toujours son statut, mais hélas ! les choses demeurent au même stade.

B. Henine